

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 06 mars 2017

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 12

Objet de la délibération : Environnement
Energie - Agriculture - Convention de
participation financière avec Agribio 06

<input checked="" type="checkbox"/> Original ▪ Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2017.028

Date de la convocation : Le 28/02/2017
Certifié exécutoire compte tenu
de l'affichage en date du 14 MARS 2017
de la réception s/Préfecture en date du 14 MARS 2017
Pour le Président, Le Directeur Général des Services  Stéphane PINTRE

L'an deux mil dix-sept et le 06 mars à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Claude BERENGER, René TRASTOUR

Monsieur LOMBARDO,

Dans le cadre de sa stratégie agricole 2015-2017 adoptée en Conseil communautaire du 13 avril 2015, la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis a inscrit des actions relatives à la sensibilisation des scolaires et du grand public aux enjeux agricoles locaux.

C'est à ce titre que l'association Agribio 06 qui œuvre pour la promotion et le développement de l'agriculture biologique dans les Alpes-Maritimes, sollicite la CASA pour être à nouveau partenaire pour 3 événements en 2017 : la 6ème édition de la foire « Bio et local, c'est l'idéal » à Antibes, un marché de producteurs bio au Rouret et l'opération nationale « De Ferme en Ferme ».

Ces évènements ont pour objectifs de rapprocher le monde agricole des habitants de la CASA, de faire connaître les activités et les évolutions du métier pour un meilleur respect mutuel et de valoriser les circuits courts.

Pour la manifestation d'Antibes, le bilan 2016 a été exceptionnel puisqu'elle a réuni une quarantaine de producteurs et plus de 5 200 visiteurs venant en majorité du territoire de la CASA.

La foire proposera également des conférences-débats ainsi que de nombreux ateliers pédagogiques, artistiques et culturels.

L'objectif de cette foire est de rappeler l'importance d'une production et d'une consommation de produits sains issus d'une agriculture biologique implantée au cœur des territoires.

Cette manifestation se déroulera le 17 septembre 2017 au lycée horticole d'Antibes.

Le budget global de cette action est de 28 091€.

Pour la manifestation du Rouret, Agribio mobilisera une trentaine de producteurs bio de toutes filières. Il aura lieu fin mai 2017.

Le budget global de cette action est de 4 760€.

Enfin, « De ferme en ferme » est un week-end de découverte des exploitations agricoles organisé au niveau national qui aura lieu fin avril. Différents circuits seront proposés dans le département dont un sur la CASA.

Il s'agit d'une vraie rencontre avec les citoyens où les producteurs peuvent expliquer leurs pratiques, les enjeux du bio afin de préserver la qualité du sol, de l'eau et de la biodiversité.

Le budget global de cette action est de 12 950€.

Agribio 06 sollicite la CASA à hauteur de 8 000€ pour ces 3 manifestations.

Les autres partenaires financiers varient selon les actions : Conseil Régional, Conseil Départemental, autres collectivités, la métropole NCA, la CAPG, le PNR des Préalpes d'Azur et les communes d'Antibes et du Rouret.

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention de 8 000 € à l'association Agribio 06 pour la mise en œuvre et l'organisation des 3 évènements qui s'inscrivent dans la politique agricole globale de la CASA,
- d'approuver la convention de participation financière entre Agribio 06 et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à l'agriculture à signer ladite convention, à diligenter les procédures administratives nécessaires et à signer tous les actes inhérents à l'exécution de la présente délibération,
- d'imputer la dépense sur le compte 6574, fonction 92 du service en charge de la politique agricole

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'octroyer une subvention de 8 000 € à l'association Agribio 06 pour la mise en œuvre et l'organisation des 3 événements qui s'inscrivent dans la politique agricole globale de la CASA,
- d'approuver la convention de participation financière entre Agribio 06 et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à l'agriculture à signer ladite convention, à diligenter les procédures administratives nécessaires et à signer tous les actes inhérents à l'exécution de la présente délibération,
- d'imputer la dépense sur le compte 6574, fonction 92 du service en charge de la politique agricole

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 06 mars 2017
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

CONVENTION TYPE DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION **AGRIBIO 06**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 6 Mars 2017;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Association dénommée **AGRIBIO 06** régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but la promotion et le développement de l'agriculture biologique sur le territoire des Alpes-Maritimes, dont le siège social est Box 58 MIN Fleurs 6 - 06 296 NICE, représentée par Christophe COTTEREAU, agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **AGRIBIO 06**

EXPOSE

Le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la gestion des espaces naturels et agricoles communautaires et du développement économique.

Conformément à ses statuts, **AGRIBIO 06** qui œuvre pour la promotion et le développement de l'agriculture biologique dans les Alpes-Maritimes sollicite la Communauté d'Agglomération pour la réalisation d'une foire de producteurs bio à Antibes.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Dans ce cadre, il est prévu la réalisation de différentes actions mettant en lumière l'agriculture bio du département et l'organisation de plusieurs événements sur le territoire de la CASA.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, **AGRIBIO 06** s'engage à mettre en œuvre, pour l'année 2017, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, la mission suivante :

1/ Organisation de la 6^{ème} édition de la foire « Bio et local, c'est l'idéal » au lycée horticole d'Antibes le 17 septembre 2017

La foire réunira une quarantaine de producteurs et proposera, comme chaque année, des conférences-débats ainsi que de nombreux ateliers pédagogiques, artistiques et culturels. Il y aura aussi des jeux en bois géants, un atelier éco-construction (montage d'une maquette ossature bois/paille), une bourse aux semences, des démonstrations et animations proposées par les agriculteurs et les élèves du lycée, des stands d'associations œuvrant pour la préservation de l'environnement, l'économie sociale et solidaire.

Développer / bilan – motifs / réalisation (moyens humains, ...)

Les objectifs d'**AGRIBIO 06** sont les suivants :

- Sensibiliser les citoyens à l'alimentation bio et locale et à la relocalisation des systèmes alimentaires avec un message : « Bio et local, c'est l'idéal »
- Valoriser les produits bio du département et améliorer leur lisibilité
- Promouvoir la biodiversité cultivée
- Fédérer les producteurs, les acteurs locaux, les jeunes et les familles autour d'un évènement convivial avec une dimension pédagogique, culturelle et artistique.
- Sensibiliser le grand public aux pratiques d'agriculture biologique et à la diminution d'utilisation des pesticides

2/ Organisation d'un marché de producteurs au Rouret : mobilisation d'une trentaine d'agriculteurs

3/ Organisation de « De Ferme en ferme », circuit de découverte des exploitations de la CASA

Différents circuits seront proposés dans le département dont un sur la CASA.

Il s'agit d'une vraie rencontre avec les citoyens où les producteurs peuvent expliquer leurs pratiques, les enjeux du bio afin de préserver la qualité du sol, de l'eau et de la biodiversité.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement **AGRIBIO 06** pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour la période d'un an.

En cas de non réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 45 801€ conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes des actions financées.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

AGRIBIO 06 reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 8 000€.

Cette subvention sera versée en 2 temps : 70 % à compter de la date d'exécution de la présente convention, les 30 % restant seront versés si les conditions prévues aux articles 6 et 7 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co- financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **des bilans trimestriels ou semestriels et un bilan annuel** de l'action subventionnée.

6.1 Bilans trimestriels ou semestriels–Evaluations intermédiaires

AGRIBIO 06 s'engage à fournir tous les trois mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

Un bilan illustré des différentes manifestations comprenant notamment :

- Nombre d'exposants et stands à chaque événement
- Nombre d'exposants agriculteurs: il s'agira pour chaque manifestation de mobiliser un maximum de producteurs venant de la CASA
- Nombre de visiteurs comptabilisés
- Nombre de relais presse parlant de l'événement
- Analyse de questionnaire de satisfaction auprès des exposants et des visiteurs
- Prise en compte des retours lors de discussion avec les partenaires, exposants et visiteurs.

Appréciation qualitative et quantitative de l'utilisation du budget.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante :

Les techniciens d'**AGRIBIO 06** et de la CASA se réuniront au minimum une fois au cours de ce projet.

Les contacts téléphoniques et échanges par mail seront réguliers afin d'informer les parties prenantes de l'évolution de la réalisation des actions.

➤ L'Association invitera la C.A.S.A. à son **Assemblée Générale** (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le **compte-rendu** des Assemblées ainsi que son **rapport moral, d'activité et financier**.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par **AGRIBIO 06**.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

6.3 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

AGRIBIO 06 s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'Association **AGRIBIO 06** remettra chaque année à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2018.
- Si l'Association **AGRIBIO 06** est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ **AGRIBIO 06** devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association **AGRIBIO 06**, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

En cas d'annulation de la manifestation, la participation de la CASA deviendrait nulle après notification en RAR.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

AGRIBIO 06 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association **AGRIBIO 06**,
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice- Président Délégué à
L'agriculture et au développement rural

Christophe COTTEREAU

Gérald LOMBARDO



Annexe

Demande de subvention

Organisation de De Ferme en Ferme, d'un marché Bio
au Rouret et d'une Foire Bio à Antibes en 2017



SOMMAIRE

Constitution de l'association	3
Chiffres clés 2015	5
Présentation des actions	7
Budgets prévisionnels	9

Constitution de l'association

Agribio Alpes-Maritimes – Groupement des Agriculteurs Biologiques des Alpes-Maritimes - est une association loi 1901 fondée en 1983. Ses membres constitutifs sont des agriculteurs respectant le mode de production biologique. L'association regroupe aujourd'hui plus de **100 adhérents**.

Depuis sa création, Agribio Alpes-Maritimes agit pour promouvoir l'agriculture biologique, accompagner les producteurs et les porteurs de projet d'installation agricole, développer les marchés et structurer les filières. De l'organisation de formations à l'accompagnement des conversions à l'agriculture biologique, en passant par l'introduction de produits bio locaux dans la restauration collective : les actions qu'elle mène permettent aux consommateurs de trouver des produits bio sur les marchés, dans les magasins, les restaurants et les cantines... ou directement chez les producteurs !

Agribio Alpes-Maritimes fait partie de deux réseaux avec lesquels nous coopérons et réalisons nos actions :

- le réseau CIVAM (Centre d'Initiatives pour Valoriser l'agriculture en Milieu rural)
- le réseau FNAB (Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique).

Composition du conseil d'administration :

NOM PRENOM	PRODUCTION	COMMUNE
CAVALLOTTO Bastien	Maraîcher	GATTIERES
WIRTH Charles	Eleveur caprin lait	COLLONGUES
MACHET Hervé	Directeur des JVS	MOUANS-SARTOUX
FABRE Pierre	Eleveur ovin viande	SAINT AUBAN
LEROY Fabrice	Maraîcher	VILLENEUVE LOUBET
PAPONE Renaud	Maraîcher	PUGET-THENIERS
VALENTIN Arnaud	Maraîcher	CONTES
GUERRAULT Anne	Maraîchère	TOURRETTES SUR LOUP
COTTEREAU Christophe	PPAM	L A TOUR SUR TINEE
ALANDA Pierre Koffi	Maraîcher	SAINT-AUBAN
FLORINI José	Représentant AMAP	NICE

Personnel et qualification :

En 2016, l'association a employé quatre salariés :

- ▶ **Nolwenn YOBE, animatrice conseillère en productions animales et chargée de commercialisation**, détentrice d'une licence professionnelle « Expertise Agro-environnementale et Conduite de Projet »
- ▶ **jusqu'en octobre, Vincent MARKOVIC, Chargé de mission Circuits-courts et animateur**, détenteur d'un DESS "Génie et Gestion de l'Environnement", d'une Maîtrise "Biologie des Populations et des Ecosystèmes" et d'une Licence "Biologie des Organismes".
- ▶ **Depuis octobre, Alexandre BARRIER GUILLOT, animateur conseiller productions végétales**, détenteur d'un diplôme d'Ingénieur de l'Institut Supérieur d'Agronomie de Lille, spécialisé en agriculture durable
- ▶ **Jusqu'en juillet, Arielle GARNIER, coordinatrice**, détentrice d'un diplôme d'Ingénieur de l'Institut National d'Horticulture et du Paysage et d'un diplôme d'ingénieur de spécialisation en développement agricole tropical – option politiques publiques, organisations et marchés agricoles
- ▶ **Depuis octobre, Lison Postel, coordinatrice**, détentrice d'un diplôme d'ingénieur agronome de l'Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie et des Industries Agroalimentaires de Nancy, spécialisée en agriculture durable

Le réseau bio régional



Une présence territoriale

- 6 groupements départementaux
- 1 commission viticole
- fédération régionale

1 Des forces vives

- 28 salariés
- 60 administrateurs
- 658 adhérents

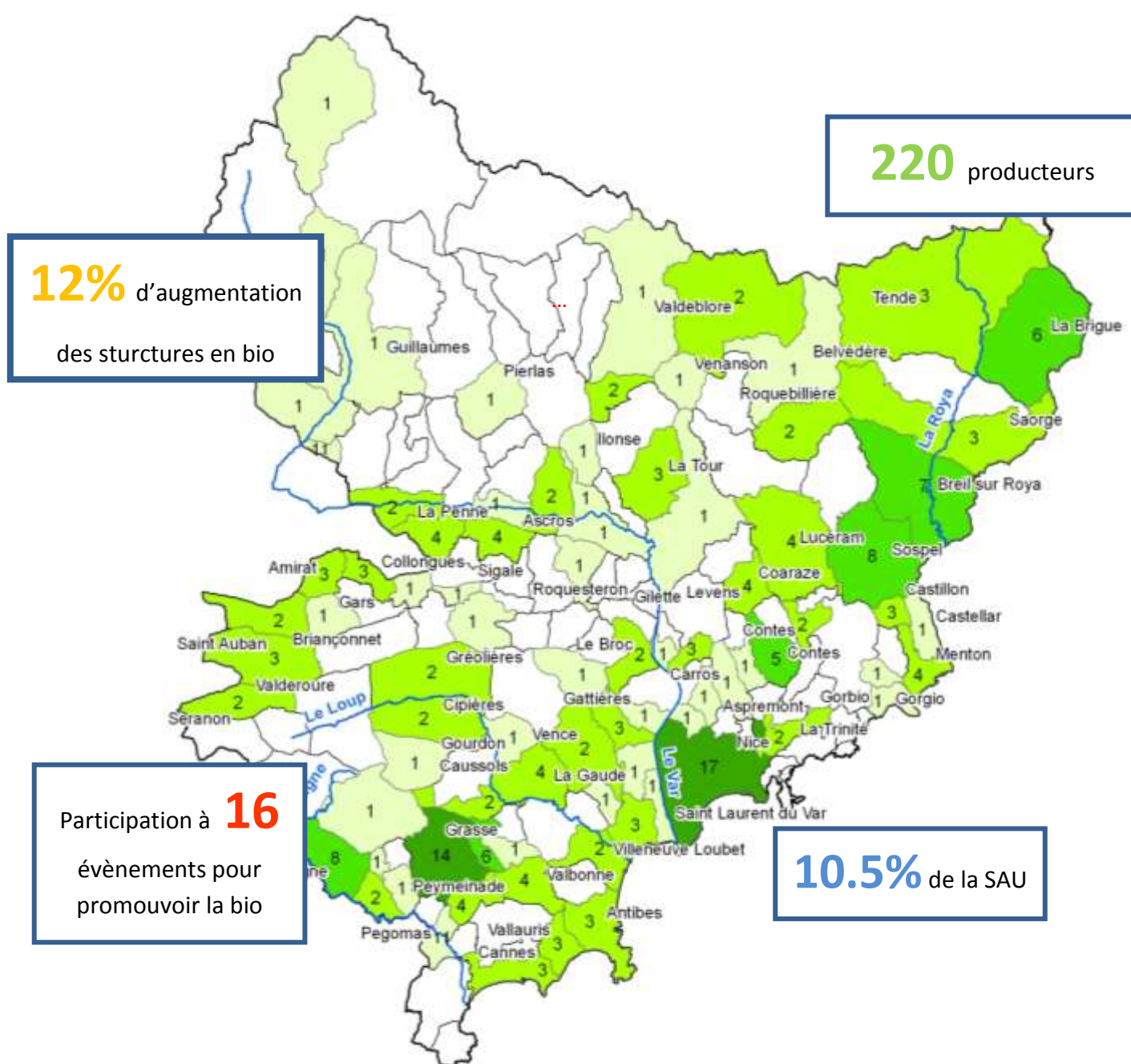
Une histoire dynamique

- 1983 : Agribio Alpes-Maritimes
- 1989 : Agribio Hautes-Alpes
- 1992 : Agribio Vaucluse
- 1994 : Fédération Bio de PACA
- 1997 : Agribiovar
- 1997 : Agribio 04
- 2007 : Agribio 13

L'agriculture biologique dans les Alpes Maritimes :

Chiffres clés de l'année 2015

Nombre de structures certifiées
AB au 31/12/2015



Programme d'action global 2017 de l'association

AXE 1 CONSTRUIRE DES PARTENARIATS

CONTEXTE : Agribio 06 fédère l'ensemble des producteurs bio des Alpes-Maritimes et les représente auprès des différents acteurs institutionnels pour promouvoir le développement d'une agriculture bio locale, au service de l'environnement et de la société et permettant aux producteurs de vivre dignement de leur métier.

Les citoyens doivent pouvoir s'informer facilement sur l'agriculture bio du département et savoir où trouver des produits bio locaux. Pour les sensibiliser aux enjeux de l'agriculture bio, il faut aller à leur rencontre à l'occasion de manifestations départementales.

Fiche ACTION 1.1 Représentation, coordination et partenariat

AXE 2 DEVELOPPER LA PRODUCTION

CONTEXTE : Les pratiques de l'agriculture conventionnelle ont des impacts environnementaux majeurs. La loi relative au Grenelle de l'Environnement soutient le développement de l'agriculture biologique. Cette dernière permet une production agricole saine pour l'homme et son environnement.

La demande de produits biologiques est croissante de la part des consommateurs. Les demandes d'informations sur le mode de production AB de la part des agriculteurs, toutes filières confondues, augmentent. La formation est un élément déterminant pour la viabilité et la performance des fermes. L'achat d'intrants certifiés bio est incontournable. Le département est éloigné des principaux centres de production d'intrants agricoles bio, ce qui implique pour les agriculteurs un surcoût important lié au transport.

FICHE ACTION 2.1 Accompagner les conversions

FICHE ACTION 2.2 Accompagner les Installations et les transmissions

ACTION 3 Informations, conseils et accompagnement des producteurs bio

FICHE ACTION 2.3.1 Informer les producteurs bio

FICHE ACTION 2.3.2 Mutualiser les commandes d'intrants et d'outils de communication

FICHE ACTION 2.3.3 Améliorer les connaissances et compétences des agriculteurs

AXE 3 STRUCTURER LES FILIERES

CONTEXTE : Compte tenu de l'essor de l'agriculture biologique, il est important de réaliser un travail d'animation sur les filières et de participer aux échanges entre les acteurs professionnels existants

FICHE ACTION 3.1 Observatoire de la Bio en PACA

FICHE ACTION 3.2 Animation et structuration des filières

AXE 4 DEVELOPPER LA CONSOMMATION ET CONQUERIR LES MARCHES

CONTEXTE : Le nombre d'agriculteurs bio est encore relativement faible par rapport aux conventionnels mais le nombre de conversions à l'AB augmente chaque année, sur toutes les filières de production. Il est donc important de développer la consommation et de bien connaître les filières et marchés pour bien installer ses réseaux en amont et aval.

ACTION 4.1 Plan de promotion et de communication

Fiche action 4.1.1 Sensibiliser et informer le grand public

Fiche action 4.1.2 Organiser la 3ème édition de "de Ferme en Ferme"

Fiche action 4.1.3 Organiser la 4ème édition de "Un été bio, c'est la-haut !"

Fiche action 4.1.4 **Organiser la 6e édition de la Foire « Bio et local, c'est l'idéal ! »**

Fiche action 4.1.5 Organiser le 2eme Festival de films « Alimenterre »

ACTION 4.2 Appui à la commercialisation des produits biologiques

Fiche action 4.2.1 Mise en relation des opérateurs économiques

Fiche action 4.2.1 Développer les circuits courts

Budget prévisionnel global de l'association - 2017

CHARGES	2017	PRODUITS	2017
Achats de marchandises	38582	Ventes de marchandises	44040
Achats outils de com'	2000	Vente outils de com'	2700
Achats foire bio & fête Collongues	2062	Buvettes	2700
Achats Alimenterre	1040	Commandes groupées	18940
Commandes groupées	18430	RHD	19700
RHD	15050	Ventes de services	88175
		Animations pédagogiques	1090
Autres achats & charges externes	87425	Formations agriculteurs VIVEA	55290
Fournitures administratives	960	Stands	2020
Fournitures formations	370	Encarts publicitaires	2140
Location locaux	500	Prestations Bio de Provence (diffusion outils de com' agriculteurs)	2030
Sous-traitance & location foire bio	2586	Aides aux actions GRCIVAM	8505
Animations foire bio & fête Collongues	2000	De Ferme en Ferme GRCIVAM	6900
Animations et droits de diffusion Alimenterre	1160	Diagnostics agro-environnementaux	1200
Assurance véhicules	490	Diagnostic DIALECTE	9000
Documentation	500	Sponsoring	6600
Formation des salariés	2100	Sponsors foire bio	3300
Rémunération formateurs	46860	Sponsors Collongues	300
Animations diverses	890	Crédit Agricole	3000
Honoraires comptable	2760	Subventions	115233
Certification AB	820	Subvention fonctionnement Conseil Régional	28800
Frais communication foire bio & fête Collongues	3467	Subvention fonctionnement Conseil Départemental	15000
Impressions	600	Subvention fête Collongues Conseil Régional	2000
Frais déplacements/réception	10000	Subvention fête Collongues Conseil Départemental	2000
Téléphone & internet	540	Subvention Communauté d'Agglomération Pays de Grasse	7500
Frais postaux	1070	Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis	8000
Services bancaires	170	Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur	6000
Adhésions diverses	50	Métropole Nice Côte d'Azur	3000
Adhésion FNAB	4661	LEADER Défi Famille A Alimentation Positive	10000
Adhésion CIVAM + cotisation comp. GRCIVAM	4140	FEADER 1.2 Actions de démonstration	5000
Cotisation comp. Bio de Provence	731	ASP	1100
		Subvention Ville d'Antibes (foire bio)	3000
		FEADER GO PEI	2209
		CUI CAE	21624
Salaires, charges sociales & taxes	113300	Formation des salariés	2100
Provision pour risque et charges	25641		
Dotations amortissements immobilisations	700	Adhésions	9500
TOTAL CHARGES	265648	TOTAL PRODUITS	265648

Présentation des actions 2017 en partenariat avec la CASA

AXE 4	DEVELOPPER LA CONSOMMATION ET CONQUERIR LES MARCHES
ACTION 4.1	Plan de promotion et de communication
Fiche action 4.1.4	Organiser la 6e édition de la Foire « Bio et local, c'est l'idéal ! »
Description	<p>La foire d'Antibes a pour but de faire connaître au plus grand nombre les productions biologiques et locales maralpines. Cet événement s'intègre dans la campagne d'envergure nationale «Manger bio et local, c'est l'idéal » coordonnée par la FNAB (Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique). Pour sa quatrième édition, la foire a de nouveau remporté un vif succès : elle a accueilli 5200 visiteurs sur la journée, pour une soixantaine d'exposants dont 44 agriculteurs bio. Agribio06 prévoit de reconduire la foire bio le dimanche 17 septembre 2017. Cette année, Agribio prendra soin de solliciter prioritairement les agriculteurs bio de la CASA.</p> <p><i>Retour sur l'édition 2016</i></p> <p>Un Marché à ciel ouvert 44 agriculteurs bio (du département), 15 stands associatifs, 6 stands de restauration 100% Bio</p> <p>Un Espace remue-méninges Une projection-débat autour du film « Le Potager de Mon Grand Père» en présence du réalisateur Martin Esposito, et la performance « Point d'Interrogation » du Théâtre National de Nice.</p> <p>Des animations tout au long de la journée la construction d'un nid en liane, un village artistique, une expo photo, des jeux en bois surdimensionnés, le groupe de musique Cercolo et ses airs de Balèti, des visites de l'exploitation et expositions par les lycéens.</p>
Principaux postes de dépense	Temps salarié : 46 jours répartis sur les 3 postes et 5 mois de travail du service civique Communication : Conception et impression des supports
Résultats attendus	Communication sur les valeurs de la bio locale auprès des habitants de la CASA et du public maralpin Augmentation de la part de consommation bio et locale
Indicateurs	Nombre d'exposants au marché et aux stands associatifs Nombre de producteurs de la CASA présents au marché Nombre de visiteurs comptabilisés Nombre de relais presse
Implication de la CASA	Participation financière à hauteur de 6000 €



Budget prévisionnel de l'évènement



BUDGET PREVISIONNEL 2017

CHARGES	2017	PRODUITS	2017
Buvette	800 €	CASA	6000
Achats	295 €	ASP	500
Tee-shirt	145	Antibes	3000
Fournitures diverses	150	Conseil Régional	5000
		Conseil Départemental	2000
Frais de location	2586 €	Total financeurs publics	16500
Electricité: montage et démontage	2400	Satoriz	2000
Locaux et personnel lycée	186	Bread	200
Prestations de service	1426 €	Biocoop	300
Animation danse et musique - CERCOLO	600	Total sponsors	2500
Jeux en bois - ID PRODUCTION	410	Stands agriculteurs	660
Nids	416	Stands espace restauration	600
Frais de communication	3376 €	Stand Ressources	100
Création graphique	624	Total stands	1360
Impressions	2526		
Envois	197	Recettes buvette	2000
Hébergement site internet	29		
Frais de déplacement	400 €	Recettes autres (cabas, graines)	100
Total des prestations externes	8883 €	Autofinancement	5631 €
Service civique (5 mois)	532		
Salariés (46 jours)	18676		
Total des prestations internes	19208 €		
TOTAL DES DEPENSES	28091 €	TOTAL DES RECETTES	28091 €

La subvention de 6000 € demandée représente 21% du total des produits.

Présentation des actions 2017 en partenariat avec la CASA

AXE 4	DEVELOPPER LA CONSOMMATION ET CONQUERIR LES MARCHES
ACTION 4.1	Plan de promotion et de communication
Fiche action 4.1.4	Organiser le 1 ^{er} marché Bio et Local au Rouret
Description	<p>La commune du Rouret est pionnière dans l'utilisation des produits biologiques en restauration scolaire. Elle met aussi en avant les productions locales avec le magasin de producteurs Montagnes Paysannes. Pour autant, le Rouret n'a pas encore organisé de grands évènements populaires qui rassemblent autour des valeurs de l'agriculture biologique et locale.</p> <p>Dans ce contexte, Agribio06 propose d'organiser en partenariat avec le Rouret et la CASA un Marché Bio et Local à la fin mai 2017. Celui-ci devrait regrouper :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une trentaine d'agriculteurs bio et locaux, représentant toutes les filières (maraichage, plants potagers, élevage, oléiculture, viticulture, ...) - Des artisans et des horticulteurs locaux démarchés par la ville du Rouret
Principaux postes de dépense	<p>Temps salariés: 10 jours (démarchage des agriculteurs, relances téléphoniques, logistique, élaboration des supports de com, diffusion, présence le jour J)</p> <p>Impression des supports de communication (éventuellement pris en charge par le Rouret)</p>
Résultats attendus	<p>Communication sur les valeurs de la bio locale auprès des habitants de la CASA et du public maralpin</p> <p>Augmentation de la part de consommation bio et locale</p>
Indicateurs	<p>Nombre d'exposants au marché et aux stands associatifs</p> <p>Nombre d'exposants de la CASA présents</p> <p>Nombre de visiteurs comptabilisés</p> <p>Nombre de relais presse</p>
Implication de la CASA	Participation financière à hauteur de 1000 €

Budgets prévisionnel de l'évènement

BUDGET PREVISIONNEL 2017

Marché Bio et Local du Rouret

CHARGES		PRODUITS	
Achats marchandises/fournitures	600	Financeurs publics	1000
Boissons buvettes	600	CASA	1000
Frais de déplacement salariés	100	Recettes	1375
TOTAL DES DEPENSES EXTERNES	700	Buvette	1000
Salariés (5 j, coût jour 406 euros)	2030	Stands exposants	375
TOTAL FRAIS DE PERSONNEL	4060	Autofinancement	2385
TOTAL DEPENSES	4760	TOTAL RECETTES	4760

La subvention de 1000 € représente 21% du total des produits.

Présentation des actions 2017 en partenariat avec la CASA

AXE 4	DEVELOPPER LA CONSOMMATION ET CONQUERIR LES MARCHES
ACTION 4.1	Plan de promotion et de communication
Fiche action 4.1.2	Organiser la 3ème édition de "de Ferme en Ferme"
Description	<p>L'évènement national « De ferme en ferme » est un week-end de découverte des fermes des départements du Vaucluse, des Alpes-de-Haute-Provence, et des Alpes-Maritimes et des Bouches du Rhône. Il se déroulera le dernier weekend d'avril 2017. Il est porté au niveau régional par le GR CIVAM PACA. Agribio 06 a rejoint l'opération en 2015 en organisant deux circuits sur les territoires de la Communauté de Communes des Alpes d'Azur et de la Communauté d'Agglomération de la Riviera Française : en 2016, 14 fermes ont participé et accueilli 3100 visites sur le week-end !</p> <p>Les visiteurs sont repartis satisfaits et heureux de leur journée passée dans les fermes. Ils arrivent pour la plupart du littoral en famille et ils reviendront dans les fermes.</p> <p>Les objectifs de cette manifestation sont multiples :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Découverte d'exploitations agricoles et du métier d'agriculteur - Sensibilisation aux services rendus à l'environnement par l'agriculture biologique - Explication des pratiques mises en place par les agriculteurs pour préserver la qualité des sols, de l'eau et la biodiversité <p>Les agriculteurs souhaitant ouvrir leurs portes pour ces journées bénéficieront d'une formation « Faire de la petite restauration sur son stand » les 16 et 17 février 2017.</p>
Résultats attendus	<p>Communication sur les valeurs de la bio locale auprès du public maralpin</p> <p>Augmentation de la part de consommation bio et locale</p>
Indicateurs	<p>Nombre de fermes participant à l'évènement</p> <p>Nombre de fermes de la CASA participant à l'évènement</p> <p>Nombre de visiteurs comptabilisés</p> <p>Nombre de relais presse</p>
Implication de la CAPG	Demande de participation financière à hauteur de 1000 €

Budgets prévisionnel de l'évènement



Budget Prévisionnel 2017

CHARGES		PRODUITS	
Fourniture diverses	623	CAPG	2000
Envois	200	PNR	2000
Frais de déplacements	600	GRCIVAM	6500
Salariés 28 jours	11368	CASA	1000
Service civique 1,5 mois	159	Pays des Paillons	1000
		Autofinancement	300
		ASP	150
	12950		12950

La subvention de 1000 € représente 8 % du budget total de l'évènement.

Nous sommes là pour vous aider



Associations



Dossier de demande de subvention

Cocher la case correspondant à votre situation :

- ☐ première demande
☐ renouvellement d'une demande

Vous trouverez dans ce dossier :

- Des informations pratiques pour vous aider à le remplir
- Une demande de subvention (fiches 1-1, 1-2, 2, 3-1 et 3-2)
- Deux attestations (fiche 4)
- La liste des pièces à joindre au dossier (fiche 5)
- Un compte rendu financier de l'action subventionnée (fiches 6-1, 6-2 et 6-3)

Ce dossier est envoyé à l'une ou plusieurs des administrations suivantes (cocher la ou les case(s) correspondante(s) et donner les précisions demandées) :

☐ **État**

Département ministériel.....
Direction.....

☐ **Région**.....

Direction.....

☐ **Département**.....

Direction.....

☐ **Commune ou EPCI** (intercommunalité)

Direction.....

☐ **Autre (préciser)**

.....

Cadre réservé au service



Informations pratiques

Qu'est-ce que le dossier de demande de subvention ?

Ce dossier doit être utilisé par toute association sollicitant une subvention auprès de l'État. Il peut être utilisé pour les collectivités territoriales et les établissements publics. Il concerne le financement d'actions spécifiques ou le fonctionnement général de l'association qui relèvent de l'intérêt général. Dès lors, il ne concerne pas les financements imputables sur la section d'investissements.

Ce dossier a été établi conformément aux règles nationales et communautaires applicables aux financements publics.

Il comporte 6 fiches :

→ Fiches n° 1.1 et 1.2 : Présentation de l'association.

Pour bénéficier d'une subvention, **vous devez disposer** :

- d'un numéro SIRET ;
Si vous n'en avez pas, il vous faut le demander à la direction régionale de l'INSEE. Cette démarche est gratuite (annuaire des directions régionales sur <http://www.insee.fr>)
- d'un numéro RNA, ou à défaut, du numéro de récépissé en préfecture

Ces références constitueront vos identifiants dans vos relations avec les services administratifs.

Le numéro RNA (répertoire national des associations) est attribué à l'occasion des enregistrements de création ou modification en préfecture.

→ Fiche n° 2 : Budget prévisionnel de l'association.

Si vous disposez déjà d'un budget respectant la nomenclature du plan comptable associatif¹, il vous suffit de le transmettre en ne faisant figurer sur la fiche que le montant de la subvention demandée.

→ Fiches n° 3.1, 3.2 : Description de l'action projetée.

Vous devez remplir cette fiche si la demande de subvention est destinée au financement d'une action spécifique que vous souhaitez mettre en place.

Si vous sollicitez un financement pour plusieurs actions, vous devez remplir une fiche par action.

→ Fiche n° 4 : Attestation sur l'honneur.

- **4.1** Cette fiche permet au représentant légal de l'association, ou à son mandataire de signer la demande de subvention et d'en préciser le montant.
Attention : votre demande ne sera prise en compte que si cette fiche est complétée et signée.
- **4.2 Cette attestation est à remplir** si vous estimez ne pas avoir reçu plus 200 000 euros d'aides publiques au cours de vos trois derniers exercices.

→ Fiche n° 5 : Pièces à joindre.

→ Fiche n° 6 : Compte rendu financier²

Le **compte rendu financier** est composé d'un tableau accompagné de son **annexe explicative** et d'un **bilan qualitatif** de l'action.

Ce compte rendu est à détacher et à retourner dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice au titre duquel la subvention a été accordée, accompagné du dernier **rapport annuel d'activité** et des **comptes approuvés** du dernier exercice clos.

¹ Règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable (CRC) relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations homologué par l'arrêté du 8 avril 1999 (J.O. n° 103 du 4 mai 1999 page 6647).

² Obligation prévue par l'article 10 de la loi n° 2000-321 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration. Cf. arrêté du Premier ministre du 11 octobre 2006 publié au Journal officiel du 14 octobre 2006.

1-1. Présentation de l'association

Identification

Nom :

.....

Sigle :

Objet :

Activités principales réalisées :

.....

Adresse du siège social :

Code postal : Commune :

Téléphone : Télécopie :

Courriel :

Site internet :

Adresse de correspondance, si différente du siège :

Code postal : Commune :

L'association est-elle (cocher la case) : nationale ☐ départementale ☐

régionale ☐ locale ☐

Union, fédération ou réseau auquel est affiliée votre association (*indiquer le nom complet, ne pas utiliser de sigle*).
.....

.....

Votre association a-t-elle des adhérents personnes morales : non ☐ oui ☐ Lesquelles?
.....

.....

Identification du représentant légal (président ou autre personne désignée par les statuts)

Nom : Prénom :

Fonction :

Téléphone : Courriel :

Identification de la personne chargée du présent dossier de subvention

Nom : Prénom :

Fonction :

Téléphone : Courriel :

Identités et adresses des structures relevant du secteur marchand avec lesquelles l'association est liée :

.....

.....

Pour un renouvellement, ne compléter que les informations nouvelles ou mises à jour.

Numéro Siret : | | | | | | | | | | | | | |

Date de publication de la création au Journal Officiel : | | | | | | |

Pour une association régie par le code civil local (Alsace-Moselle), date de publication de l'inscription au registre des associations : | | | | | |

Si oui, merci de préciser :

Si oui, date de publication au Journal Officiel : | | | | | | |

Votre association dispose-t-elle d'un commissaire aux comptes³? ☐ oui ☐ non

Nombre d'adhérents de l'association au 31 décembre de l'année écoulée:

dont hommes femmes

Bénévole : personne contribuant régulièrement à l'activité de l'association, de manière non rémunérée.

Nombre total de salariés :	
Nombre de salariés en équivalent temps plein travaillé (ETPT) ⁴ :	

Cumul des cinq salaires annuels bruts les plus élevés :euros.

⁴ Les ETPT correspondent aux effectifs physiques pondérés par la quotité de travail. A titre d'exemple, un salarié en CDI dont la quotité de travail est de 80 % sur toute l'année correspond à 0,8 ETPT, un salarié en CDD de 3 mois, travaillant à 80 % correspond à $0,8 \times 3/12$ soit 0,2 ETPT. Les volontaires ne sont pas pris en compte.

2. Budget prévisionnel de l'association

Si l'exercice de l'association est différent de l'année civile, préciser les dates de début et de fin d'exercice. Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice 20

ou date de début :

date de fin :

CHARGES	Montant ⁵	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats		70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation⁶	
Autres fournitures		Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
62 - Autres services extérieurs		-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Intercommunalité(s) : EPCI ⁷	
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions		Commune(s) :	
Services bancaires, autres		-	
63 - Impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
64- Charges de personnel		-	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements		78 – Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁸			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

⁷ Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

⁸ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

3-1. Description de l'action

Remplir une fiche par action

Personne responsable de l'action :

Nom : Prénom :

Fonction :

Téléphone : Courriel :

Nouvelle action

☐

Renouvellement d'une action

☐

Présentation de l'action :

Intitulé :

Objectifs de l'action :

- A quel(s) besoin(s) cela répond-il ?
- Qui a identifié ce besoin (l'association, les usagers, etc.) ?

Description de l'action (voir également page suivante) :

3-1. Description de l'action (suite)

Inscription dans le cadre d'une politique publique (par exemple une mission de l'Etat, une orientation régionale, etc.) :

Public bénéficiaire (caractéristiques sociales, nombre, etc.) ?

Moyens mis en œuvre :

Zone géographique ou territoire de réalisation de l'action (quartier, commune, canton, département, zone géographique, etc.) – Préciser le nom du territoire concerné(s) :

3-1. Description de l'action (suite)

Date de mise en œuvre prévue (début) :

Durée prévue (nombre de mois ou d'année-s-) :

Méthode d'évaluation et indicateurs choisis au regard des objectifs ci dessus :

Information complémentaire éventuelle :

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Ce budget doit être établi en prenant en compte l'ensemble des coûts directs et indirects et l'ensemble des ressources affectées à l'action

Nature et objet des postes de dépenses les plus significatifs (honoraires de prestataires, déplacements, salaires, etc) :

Est-il prévu une participation financière des bénéficiaires (ou du public visé) de l'action ?

Pratiques tarifaires appliquées à l'action (gratuité, tarifs modulés, barème, prix unique, etc.) :

Règles de répartition des charges indirectes affectées à l'action subventionnée (exemple : quote-part ou pourcentage des loyers, des salaires, etc.) :

Quelles sont les contributions volontaires en nature affectées à la réalisation du projet ou de l'action subventionnée⁹ ?

Autres observations sur le budget prévisionnel de l'opération :

⁹ Les « contributions volontaires » correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites de personnes ainsi que de biens meubles (matériel, véhicules, etc.) ou immeubles. Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables.

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Année ou exercice 20...

CHARGES	Montant ¹⁰	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats		70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation¹¹	
Autres fournitures		Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
62 - Autres services extérieurs		-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Intercommunalité(s) : EPCI ¹²	
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions		Commune(s) :	
Services bancaires, autres		-	
63 - Impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
64- Charges de personnel		-	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements		78 – Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES¹³			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	

¹⁰ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

¹¹ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

¹² Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

¹³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

4.1 Déclarations sur l'honneur

Cette fiche doit obligatoirement être remplie pour toute demande (initiale ou renouvellement) **quel que soit le montant de la subvention sollicitée**. Si le signataire n'est pas le représentant légal de l'association, joindre le pouvoir lui permettant d'engager celle-ci.

Je soussigné(e), (nom et prénom)
représentant(e) légal(e) de l'association.....

- certifie que l'association est régulièrement déclarée

- certifie que l'association est en règle au regard de l'ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements correspondants ;

- certifie exactes et sincères les informations du présent dossier, notamment la mention de l'ensemble des demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ainsi que l'approbation du budget par les instances statutaires ;

- demande une subvention de :€

- précise que cette subvention, si elle est accordée, devra être versée au compte bancaire de l'association :

Nom du **titulaire du compte** :

Banque :

Domiciliation :

Code Banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé RIB

Fait, le à

Signature

.....

Attention

Toute fausse déclaration est passible de peines d'emprisonnement et d'amendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal.

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'Etablissement auprès duquel vous avez déposé votre dossier.

4.2 Attestation

Par application du règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006, concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis.

Je soussigné(e), (nom et prénom)
représentant(e) légal(e) de l'association,

Atteste que l'association n'a pas bénéficié d'un montant total d'aides publiques spécifiques supérieur à 200 000 euros sur trois exercices.

Fait, le à

Signature

AGRIBIO ALPES-MARITIMES
Adhérent CUMA
MINI PLANTIER 58
CUMA NICE CUMA
Tél. 04 89 05 75 47
www.agribio06@bio-provence.org

Sont concernées les aides publiques de toute nature (subvention directes, mise à disposition de personnels ou de locaux, exonération de charges sociales ou fiscales) attribuées par l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics ou l'Union européenne.

Les aides dites de minimis dont le montant global par association est inférieur à un plafond de 200.000 EUR sur trois ans sont considérées comme n'affectant pas les échanges entre Etats membres et/ou insusceptibles de fausser la concurrence.

5. Pièces à joindre au dossier de demande de subvention.

Pour une première demande :

1. Les **statuts régulièrement déclarés**, en un seul exemplaire Si l'association est enregistrée dans le RNA (Cf. page 2), il n'est pas nécessaire de les joindre.
2. La **liste** des personnes chargées de l'administration de l'association régulièrement déclarée (composition du conseil, du bureau, ...). Il n'est pas nécessaire de la joindre si l'association est enregistrée dans le répertoire national des associations (RNA).
3. Un **relevé d'identité bancaire**, portant une adresse correspondant à celle du n° SIRET.
4. Si le présent dossier n'est pas signé par le représentant légal de l'association, **le pouvoir donné par ce dernier au signataire**.
5. Les comptes approuvés du dernier exercice clos.
6. Le rapport du commissaire aux comptes pour les associations qui en ont désigné un, notamment celles qui ont reçu annuellement plus de 153 000 euros de dons ou de subventions
7. Le cas échéant, la référence de la publication sur le site internet des JO des documents ci-dessus. En ce cas, il n'est pas nécessaire de les joindre.
8. Le plus récent rapport d'activité approuvé.

Pour un renouvellement :

1. Un exemplaire des statuts déposés ou approuvés de l'association, **s'ils ont été modifiés depuis le dépôt d'une demande initiale**. Si l'association est enregistrée dans le RNA, ce n'est pas nécessaire ;
2. La **liste** des personnes chargées de l'administration de l'association régulièrement déclarée **si elle a été modifiée**. Ce n'est pas nécessaire si l'association est enregistrée dans le RNA .
3. Un relevé d'identité bancaire de l'association **s'il a changé**, portant une adresse correspondant à celle du n° SIRET.
4. Si le présent dossier n'est pas signé par le représentant légal de l'association, **le pouvoir de ce dernier au signataire**.
5. Le rapport du commissaire aux comptes pour les associations qui en ont désigné un, notamment celles qui ont reçu annuellement plus de 153 000 euros de dons ou de subventions
6. Le cas échéant, la référence de la publication sur le site internet des JO des documents ci-dessus. En ce cas, il n'est pas nécessaire de les joindre.
7. Le plus récent rapport d'activité approuvé.

6-1. Compte rendu financier : bilan qualitatif de l'action réalisée

Cette fiche est à détacher et à retourner dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice au cours duquel la subvention a été accordée¹⁴. Elle doit obligatoirement être établie, avant toute nouvelle demande de subvention. Vous pouvez ne renseigner que les cases grisées du tableau si le budget prévisionnel de l'action projetée a été présenté sous cette forme.

Cette fiche peut être adaptée par les autorités publiques en fonction de leurs priorités d'intervention.

Décrire précisément la mise en œuvre de l'action :

Quel a été le nombre approximatif de personnes bénéficiaires (par type de publics) ?

Quels ont été les date(s) et lieu(x) de réalisation de votre action ?

Les objectifs de l'action ont-ils été atteints au regard des indicateurs utilisés ?

¹⁴ Cf. Arrêté du Premier ministre du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu par le quatrième alinéa de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

6-2. Compte rendu financier de l'action : tableau de synthèse¹⁵.

Exercice 20...

CHARGES	Prévision	Réalisation	%	PRODUITS	Prévision	Réalisation	%
Charges directes affectées à l'action				Ressources directes affectées à l'action			
60 – Achat				70 – Vente de marchandises, produits finis, prestations de services			
Prestations de services							
Achats matières et fournitures				74- Subventions d'exploitation¹⁶			
Autres fournitures				Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)			
61 - Services extérieurs				-			
Locations immobilières et immobilières				-			
Entretien et réparation				Région(s) :			
Assurance				-			
Documentation				Département(s) :			
Divers				-			
62 - Autres services extérieurs				Intercommunalité(s) : EPCI ¹⁷			
Rémunérations intermédiaires et honoraires				-			
Publicité, publication				Commune(s) :			
Déplacements, missions				-			
Services bancaires, autres				Organismes sociaux (détailler) :			
63 - Impôts et taxes				-			
Impôts et taxes sur rémunération				Fonds européens			
Autres impôts et taxes				-			
64- Charges de personnel				L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)			
Rémunération des personnels				Autres établissements publics			
Charges sociales				Aides privées			
Autres charges de personnel				75 - Autres produits de gestion courante			
65- Autres charges de gestion courante				Dont cotisations, dons manuels ou legs			
66- Charges financières				76 - Produits financiers			
67- Charges exceptionnelles				78 – Reports ressources non utilisées d'opérations antérieures			
68- Dotation aux amortissements							
Charges indirectes affectées à l'action							
Charges fixes de fonctionnement							
Frais financiers							
Autres							
Total des charges				Total des produits			
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES							
86- Emplois des contributions volontaires en nature				87 - Contributions volontaires en nature			
Secours en nature				Bénévolat			
Mise à disposition gratuite de biens et prestations				Prestations en nature			
Personnel bénévole				Dons en nature			
TOTAL				TOTAL			
La subvention de.....€ représente% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.							

¹⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros

¹⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

¹⁷ Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

6-3. Compte rendu financier de l'action : données chiffrées

Règles de répartition des charges indirectes affectées à l'action subventionnée (exemple : quote-part ou pourcentage des loyers, des salaires, etc.) :

Expliquer et justifier les écarts significatifs éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et le budget final exécuté :

Contributions volontaires en nature affectées à la réalisation du projet ou de l'action subventionnée¹⁸ :

Observations à formuler sur le compte-rendu financier de l'opération subventionnée :

Je soussigné(e), (nom et prénom)
représentant(e) légal(e) de l'association

certifie exactes les informations du présent compte rendu.

Fait, le à

Signature

¹⁸ Les « contributions volontaires » correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites de personnes ainsi que de biens meubles (matériel, véhicules, etc.) ou immeubles. Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 06/03/2017
Numéro : BC_2017_028
Nature : DE - Deliberations
Objet : Agriculture - Convention de participation financière avec Agribio 06
Matière : 8.8 - Environnement
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 9CcyQLF

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 14/03/2017
Identifiant : 006-240600585-20170306-BC_2017_028-DE

Acte reçu

Date : 06/03/2017
Numéro interne : BC_2017_028
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Agriculture - Convention de participation financière avec Agribio 06
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20170306-BC_2017_028-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 3
006-240600585-20170306-BC_2017_028-DE-1-1_2.PDF
006-240600585-20170306-BC_2017_028-DE-1-1_3.PDF
006-240600585-20170306-BC_2017_028-DE-1-1_4.PDF